

Les signaux faibles du fascisme

PAR JOSEPH CONFAVREUX

ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 18 OCTOBRE 2019

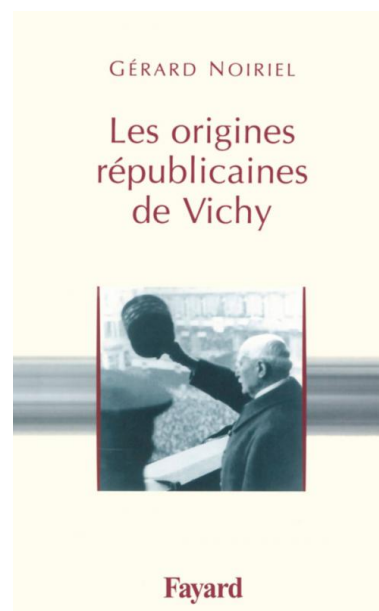
Comment décrire et déceler un moment de bascule politique, sans se faire enfermer dans un parallèle paresseux avec les années 1930 ? Alors même que ce parallèle est également dressé par un pouvoir exécutif qui s'accommode de récidives inquiétantes tout en se présentant comme un rempart contre celles-ci.

L'historien italien Carlo Ginzburg, issu d'une famille juive et résistante, **expliquait en ouverture des Rendez-vous de l'histoire** qui se sont tenus le week-end dernier à Blois, et dont il était l'invité d'honneur, avoir « *toujours résisté à l'idée d'utiliser le mot fascisme en dehors de son contexte spécifique* ». Tout en soulignant une évolution récente de sa position, notamment après avoir pu observer Donald Trump ou Matteo Salvini. « *Je crois que le fascisme a un futur. C'est une remarque amère qui implique une définition du fascisme qui doit être construite, dans laquelle l'antisémitisme n'est pas un élément nécessaire.* »

L'historien n'est sans doute pas le seul à sentir que quelque chose se passe, dont l'odeur n'est ni fraîche ni ragoûtante. Mais quoi exactement ? Que signifient la diffusion en direct, par LCI, d'un **discours entier d'Éric Zemmour** ou la charge humiliante d'un élu de la République contre une femme voilée accompagnant en toute légalité son fils de CM2 **lors d'une sortie scolaire au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté** ?

Le mot de « *collabo* » employé à la fois par une ex-journaliste de *Charlie Hebdo* et une journaliste du *Figaro* à l'encontre de **Jean-Michel Apathie** parce qu'il appelait les médias à boycotter Zemmour, ou encore la diffusion de la thèse du « grand

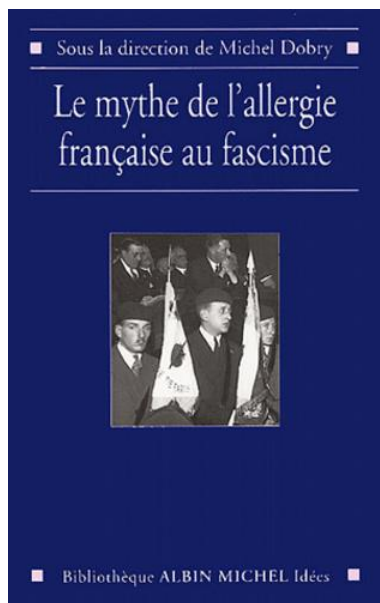
remplacement » impliquent-elles de rapprocher le sort des musulmans d'aujourd'hui avec celui des juifs dans les années 1930 ?



Au-delà d'une certaine efficacité rhétorique, l'historien Gérard Noiriel, qui avait signé un livre essentiel sur les « *origines républicaines de Vichy* » montrant que les politiques des régimes infâmes peuvent se préparer dans des républiques démocratiques, fait-il œuvre utile en comparant la « *grammaire identitaire* » de l'antisémite Édouard Drumont (1844-1917) et celle de l'islamophobe Éric Zemmour, né en 1958, ou bien se laisse-t-il entraîner dans des parallèles qui brouillent davantage les choses qu'elles ne les éclairent ?

Derrière toutes ces interrogations, qui percent à intervalles réguliers le brouillard de nos occupations quotidiennes et de nos ornières volontaires ou involontaires, s'en trouve une principale. Sommes-nous en présence de « signaux faibles » du fascisme à venir, ou, **à la manière dont ces termes servent en réalité davantage à contrôler les populations qu'à prévenir le terrorisme**, sommes-nous sidérés par un spectre que nous ne combattons pas efficacement en convoquant l'histoire tout en croyant ainsi naïvement la conjurer ?

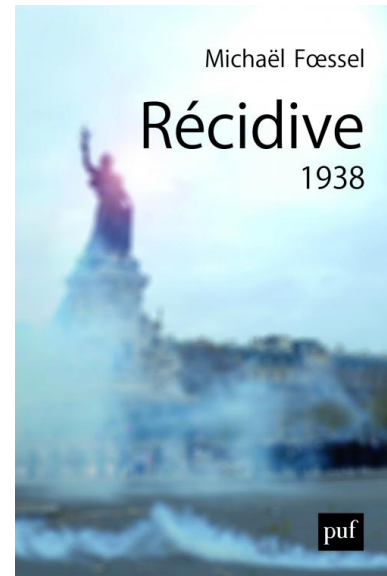
Autrement posé, avec un parti d'extrême droite au plus haut de son histoire, **un champ médiatique fasciné par Marion Maréchal, une stigmatisation officielle et récurrente d'une minorité religieuse**, un espace public brouillé et brutalisé, et un terrorisme djihadiste qui alimente toutes les peurs et les amalgames, la France se situe-t-elle à un moment de bascule de son histoire, quand on se souvient que « *l'allergie au fascisme* » de notre société n'a jamais été qu'un mythe ?



Le terme est d'autant plus délicat à manier que chacun voit le fascisme à sa porte et peut alors concentrer ses inquiétudes du moment sur le fascisme militaro-extractiviste d'un Bolsonaro, l'islamo-fascisme d'un Erdogan, le fascisme *live-tweeté* d'un Trump, ou le fascisme techno-communiste à la chinoise... Mais, pour rester dans les frontières de l'Hexagone, sommes-nous dans une situation de « récidive », pour reprendre le titre d'**un ouvrage récent du philosophe Michaël Foessel** étudiant l'année 1938 à la lumière de notre époque ?

« *L'avantage de 1938 est de condenser en quelques mois des évolutions à l'œuvre depuis plus d'une décennie dans le présent, écrit-il. Radicalisation conservatrice du discours camouflée par une idéologie post-partisane, triomphe des solutions libérales en pleine crise du libéralisme économique, perception des procédures démocratiques comme*

un obstacle à la mise en œuvre d'une politique efficace, renforcement inexorable du pouvoir exécutif, multiplication des lois sécuritaires, restrictions dans la politique d'accueil des réfugiés, stigmatisation d'une minorité religieuse à la faveur d'une "guerre" officiellement déclarée contre ses membres les plus fanatiques. »



Nous sommes certes sans doute plus nombreux que les pompiers pyromanes, les va-t-en-guerre-civile et les éditorialistes grisonnants des chaînes d'information en continu, à ne pas reconnaître la France réelle, diverse et plurielle, dans les discours racistes et xénophobes qui envahissent l'espace public et à refuser la banalisation de discriminations qui font le lit d'une hiérarchie des humains propre aux idéologies fascistes.

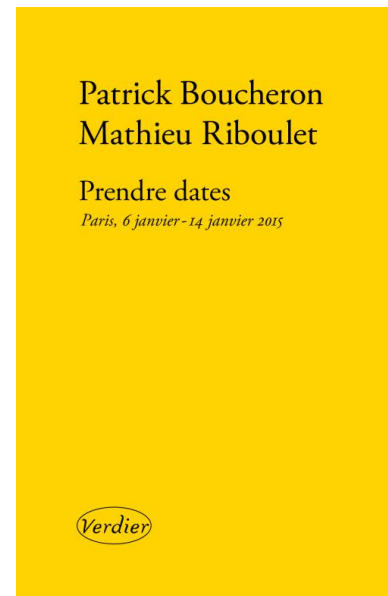
Mais, en l'occurrence, le nombre ne fait pas nécessairement la force, et la « *trajectoire du désastre* », **pour reprendre les termes du sociologue Ugo Palheta**, paraît bien amorcée. Lutter contre les signaux faibles et les hommes forts qui menacent aujourd'hui exige toutefois de ne pas se contenter de reproduire « *les formes passées* » de l'antifascisme « *ou, pire, d'en mimer les postures* », précise le chercheur. Cela suppose surtout de se sortir d'un double piège, à la fois sémantique et politique.

Un combat politique anachronique ?

La première difficulté est en effet de nommer le moment que nous vivons. Sentir que quelque chose est en train de se produire ne suffit pas à circonscrire ce qui nous trouble et nous inquiète. Et même l'idée que nous serions à un moment de bascule ne va pas de soi, tant on a l'impression de ne pas assister à l'effondrement subit d'un barrage, mais davantage à la submersion successive, et parfois silencieuse, de nombreuses petites digues. **Dans ces colonnes**, l'historien François Hartog rappelait qu'« *un des signes négatifs qui signale que l'on vit un "moment historique", c'est précisément l'aveuglement, le fait qu'on n'y voit rien, qu'on n'y comprend rien* ».

Doit-on ainsi dater le sentiment que nous vivons un moment charnière de raidissement du pouvoir, corollaire de la désignation de boucs émissaires, de 2010 avec le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy ? Ou plutôt de 2012, avec la mise en garde de Manuel Valls, alors ministre de l'intérieur, contre « *l'ennemi intérieur* » ? Ou bien de cet automne 2019, où le président de la République a appelé à bâtir une « *société de vigilance* » qui ressemble à une société de délation visant les musulmans; où le ministre de l'éducation nationale a affirmé que « *le voile n'est pas souhaitable dans notre société* » ; et où l'université de

Cergy a envoyé une « *fiche de détection* » demandant à ses personnels de repérer notamment tout « *arrêt de consommation de boissons alcoolisées* ».



Dans l'ouvrage *Prendre dates*, coécrit avec l'historien Patrick Boucheron, l'écrivain Mathieu Riboulet s'interrogeait en ces termes : « *Il se pourrait bien que ce soit ça, finalement, ce que les manuels d'histoire nommaient "la montée des périls" pour désigner, avec leur confortable recul, les années trente en Europe. Il y a beau temps que je me demandais ce que ça pouvait bien faire au corps, au cœur et à l'esprit de vivre une période où d'une année à l'autre tous les signaux passent au rouge : est-ce qu'on en prend la mesure, est-ce qu'on y pense, est-ce qu'on en rêve, est-ce qu'on en est malade, est-ce qu'on se laisse prendre par surprise, est-ce qu'on se sent condamné à l'impuissance, est-ce qu'on décide d'agir, mais alors pour faire quoi, est-ce qu'on pense à partir, si on peut, et quand ?* »

S'il semble possible de se mettre d'accord sur le fait que nombre de signaux virent au rouge, la façon de les regarder influe sur la manière de les aborder. On sait à quel point le gimmick du retour-des-années-1930, ou des-heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire, est le plus souvent paresseux et inopérant. **Ainsi que l'écrivait notre collaborateur Fabien Escalona**, « *le spectre d'une décennie qui a vu s'épanouir les fascismes fait toujours son petit*

effet, d'autant plus glaçant qu'elle s'est conclue par l'horreur absolue d'une guerre mondiale et des camps d'extermination nazis. La sidération qui en découle n'est cependant pas le meilleur guide pour l'analyse des temps présents. De plus, se situer par rapport aux coordonnées de l'époque peut inciter à rejouer, avec les meilleures intentions du monde, un combat politique en fait anachronique, contre des adversaires à l'identité et aux dynamiques mal comprises ».

Mais on se souvient aussi de la formule de l'écrivain George Orwell affirmant, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que « *lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon* ». Un énoncé qui rappelle à la fois que véhiculer aujourd'hui un imaginaire politique dominé par les Chemises brunes et la marche au pas de l'oie est susceptible de faire manquer les visages que prennent les menaces contemporaines. Mais aussi que les fascistes feront tout pour revenir, et que ce n'est pas simplement en expliquant qu'ils ne ressemblent pas aux fascistes historiques qu'on les en empêchera.

Il n'est donc probablement pas nécessaire de renoncer à employer le terme de fascisme au nom de sa confusion possible avec d'autres formes détestables de politique, qu'il s'agisse du racisme ordinaire ou de l'autoritarisme classique, ne serait-ce que parce que le propre du fascisme est justement de brouiller les lignes et de confondre les registres. Le problème réside en réalité moins dans la désignation que l'on donne de la situation actuelle, que dans l'usage qu'on en fait.

Le piège tendu par ces politiques du pire est en effet à double fond. Ne pas réagir, c'est risquer de ne pas cerner leur danger au motif que les échos entre les temps présents et les fantômes de l'histoire ne sont pas homothétiques. Réagir trop vite, c'est parfois nourrir un adversaire qui aime bâtir son arsenal sur les chocs et les indignations qu'il provoque. Refuser le soulagement, provisoire, de nommer la bête immonde peut aussi permettre de mieux la combattre, parce que celle-ci est aussi un animal politique agile, jouant sur les démons qu'il agite et prospérant sur la sidération qu'il suscite.

Une autre limite à la qualification de fascisme est la posture implicite dans laquelle elle place celui qui s'en sert : dénoncer les fachos, c'est se poser en résistant. Ce qui soulève autant de problèmes de pertinence historique que de cohérence politique. Qualifier l'adversaire de facho, c'est se camper dans une posture héroïque susceptible de devenir rapidement stérile, voire ridicule. Mais cette (dis)qualification est d'autant plus problématique quand elle émane de voix qui, en mode mineur, se retrouvent sur des postures proches de celles et ceux qu'ils entendent ainsi reléguer dans une sphère apparemment incompatible avec l'esprit républicain. Ce qui est précisément l'attitude actuelle du pouvoir macroniste.

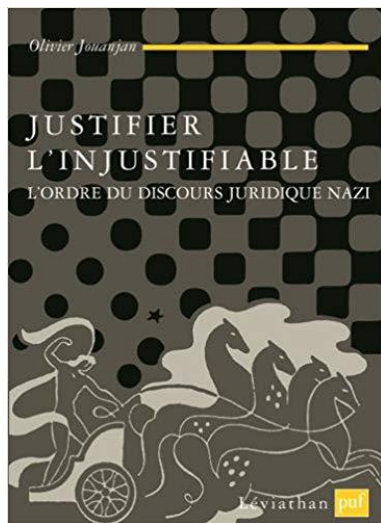
Sur **l'immigration** ou sur **l'islam**, Macron et ses ministres n'hésitent ainsi plus à employer des mots et des catégories de la droite radicalisée, tout en déplorant dans le même temps, **ainsi que l'a fait le président de la République**, la « *ressemblance* » entre notre temps et les « *années 1930* ». Même si cristalliser le débat public sur le voile plutôt que sur la réforme des retraites peut être l'indice d'une basse tactique politicienne davantage que d'une conversion idéologique, la manière récurrente dont Emmanuel Macron se pose en dernier rempart contre l'extrémisme redouble ainsi le piège sémantique d'une souricière politique.

La possibilité du fascisme

Comment, en effet, fustiger les dangers nés à l'extrême droite sans s'associer à un pouvoir qui prétend polariser le débat public autour d'un axe censé opposer les partisans du progrès et de l'ouverture au camp de la nostalgie et de la fermeture ? Comment, autrement dit, éviter de rejouer *ad nauseam* la scène du second tour de l'élection présidentielle de 2017 en réduisant le champ politique à la fausse alternative entre partisans de la démocratie libérale et promoteurs de régimes illibéraux, ou à un match frauduleux entre progressistes parés des vertus démocratiques et populistes soupçonnés de dérives fascisantes ?

La réponse à cette interrogation est au moins de trois ordres. Le premier consiste à rappeler que céder le moindre pouce de terrain – idéologique ou médiatique,

tactique ou stratégique, individuel ou collectif – se paie très rapidement, puisque, pour reprendre les mots de la philosophe Hannah Arendt, « *politiquement la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal* ». La volonté de « briser les tabous » en s'en prenant en réalité aux plus faibles, ou de « regarder les choses en face » sans se soucier des réalités statistiques ou sociologiques, mène rapidement aux politiques du pire.



Une **dynamique d'extrême droite** combine en effet toujours des accélérations surprises et des logiques souterraines, mêlant les mots et les actes, l'éthique et la politique, les conversions et les perversions. Examinant l'engagement des juristes dans la machine nazie, dans une analyse qui pourrait s'appliquer à d'autres catégories sociales et à d'autres époques, le professeur de droit Olivier Jouanjan montrait ainsi, dans son ouvrage intitulé *Justifier l'injustifiable* (PUF), que les motifs de ces adhésions « *furent complexes et entremêlés. Il y eut de la peur, de la lâcheté, de l'opportunisme. Mais il y eut aussi de l'adhésion et de l'espoir, et puis aussi l'envie de participer à un événement extraordinaire qui rompait avec le marasme et la dérélition [...] de la République démocratique qui ne suscitait plus que des sensations nauséabondes* ».

Le deuxième impose de prendre la mesure du moment particulier du système politico-économique, communément appelé « néolibéralisme », dans lequel

nous nous trouvons avec Emmanuel Macron, marqué par un durcissement politique inédit, destiné à imposer au forceps la poursuite de processus ayant mené à une impasse écologique, sociale et économique flagrante. Le philosophe Grégoire Chamayou **a fait la genèse** de ce qu'il qualifie de « *libéralisme autoritaire* ». Romaric Godin, journaliste à Mediapart, **a décrit** cette « *démocratie autoritaire* » entrée en guerre contre une partie de sa population.

Des analyses qui rejoignent, peu ou prou, celles récemment posées par le professeur de science politique à Paris VIII, Laurent Jeanpierre, **dans son ouvrage *In Girum***, où il explorait la manière dont le pouvoir exécutif fait un usage, actif et parallèle, de deux technologies de pouvoir opposées en apparence seulement : le recours à la (pseudo) délibération et la répression à outrance. Ou encore celles de l'avocat François Sureau qui documente, **dans son dernier texte**, le recul des libertés publiques, de la loi « anti-casseurs » à la volonté d'encadrer davantage la liberté de la presse, en passant par l'association avec les géants de la *tech* pour contrôler les opinions émises par voie numérique.

Mais le troisième ordre de réponse oblige bien de constater que le repérage des ressorts tactiques et des processus structurels qui font du macronisme non pas un paratonnerre contre les Chemises noires, mais un paravent dissimulant mal sa compatibilité stratégique et politique avec le moment nauséabond que nous

vivons, ne suffit pas à mener de front le combat contre les extrêmes droites et contre les politiques destructrices qui favorisent leur progression.



Pour le sociologue Ugo Palheta, **auteur de *La Possibilité du fascisme*** (La Découverte), le combat doit s'articuler autour de « *trois axes politiques*

fondamentaux : l'opposition au néolibéralisme ; la bataille contre le durcissement de l'autoritarisme de l'État ; la lutte contre la xénophobie et le racisme ». Ce qui suppose la « *constitution d'un bloc subalterne, unifiant les classes populaires blanches et non blanches autour d'un projet de rupture politique et de la perspective d'un pouvoir anticapitaliste, démocratique et décolonial* ».

Un objectif qui, sauf sursaut d'une gauche en miettes ayant perdu ses principaux combats électoraux et abandonné une grande partie de la bataille culturelle, s'apparente aujourd'hui à un vœu pieux.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.